

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Le prix du pétrole nuira-t-il à la résilience des consommateurs canadiens?

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint

FAITS SAILLANTS

- ▶ La guerre en Iran a entraîné une hausse des prix du pétrole à l'échelle mondiale, ce qui a fait grimper les coûts du carburant et des engrais. Des goulots d'étranglement dans les transports sont réapparus, soulevant des préoccupations quant à la possibilité que les pressions sur les chaînes d'approvisionnement puissent à nouveau faire bondir les prix de tout.
- ▶ Ce choc des coûts de l'énergie risque de peser sur les consommateurs canadiens, qui sont demeurés résilients tout au long du conflit commercial avec les États-Unis. Les ménages à faible revenu, qui subissent déjà des pressions financières importantes, sont les moins en mesure de faire face à une nouvelle accélération de l'inflation. Toutefois, ils sont aussi moins exposés à des coûts de transport plus élevés à court terme que les ménages plus aisés. De plus, la hausse du crédit pour la TPS/TVH – soit l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, planifiée avant le conflit en Iran – devrait plus que compenser l'incidence des coûts énergétiques plus élevés sur la consommation au milieu de 2026.
- ▶ Les réductions de taxes, le contrôle des prix et l'augmentation des transferts de revenus aux ménages les plus vulnérables financièrement sont des leviers que tous les paliers de gouvernement peuvent utiliser pour offrir des allègements supplémentaires aux Canadiens et aux Canadiennes. Mais ils comportent tous des coûts, certains plus élevés que d'autres. Les options politiques pour contrebalancer l'effet inflationniste de la hausse des prix de l'énergie devront viser l'équilibre entre l'ampleur du soutien offert et l'aide ciblée pour les personnes qui en ont le plus besoin, tout en gardant à l'esprit la viabilité des finances publiques.

Le Canada connaît des jours difficiles depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche au début de 2025. Dans ce contexte, les dépenses de consommation se sont imposées comme l'un des secteurs les plus résilients de l'économie canadienne. Malgré la hausse du chômage et l'inflation persistante pour les biens essentiels, comme l'alimentation, les achats réels des ménages à la fin de 2025 étaient supérieurs de 1,7 % à ce qu'ils étaient un an plus tôt.

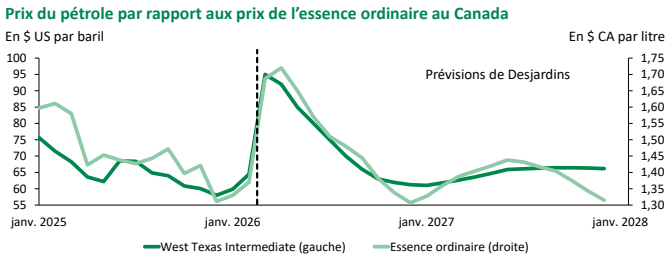
L'année 2026 apporte toutefois un nouvel éventail de défis. La guerre en Iran a entraîné une forte hausse des prix du pétrole à l'échelle mondiale, ce qui a fait grimper les coûts du carburant et des engrais. Des goulots d'étranglement dans les transports sont aussi réapparus, soulevant des préoccupations quant à la possibilité que les pressions sur les chaînes d'approvisionnement puissent à nouveau faire bondir les prix de plusieurs autres biens. Dans cette optique, nous avons voulu déterminer dans quelle

mesure les consommateurs canadiens seront touchés par ce choc des prix, quels consommateurs en ressentiront le plus les effets, et quelles politiques, le cas échéant, pourraient adéquatement les soutenir.

Éléments les plus touchés par la hausse des prix du pétrole

Ce n'est un secret pour personne : le prix que les Canadiens et les Canadiennes paient à la pompe est étroitement lié aux prix mondiaux du pétrole. Le prix de l'essence ordinaire au pays est passé d'environ 1,30 \$ le litre à la fin de février à environ 1,75 \$ un mois plus tard, et il continue d'augmenter. Et même si nous nous attendons à ce que le prix de l'essence suive la baisse du prix du pétrole attendue à compter du milieu de l'année, le coût à la pompe devrait demeurer élevé dans un avenir prévisible par rapport aux niveaux d'avant la guerre en Iran (graphique 1 à la page 2).

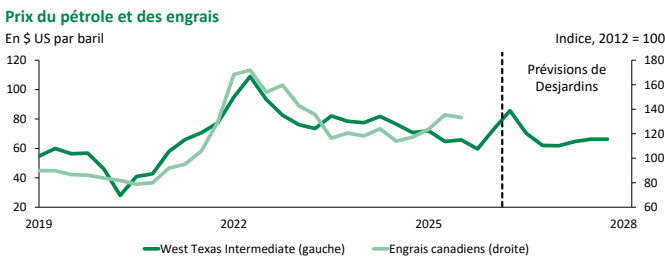
Graphique 1
La hausse des prix du pétrole rend l'essence plus chère



Bloomberg et Desjardins, Études économiques

L'alimentation est une autre catégorie de consommation qui pourrait être touchée par le récent choc des prix de l'énergie. La hausse des coûts de transport est l'un des facteurs. Le prix des engrais pourrait aussi augmenter davantage, car il suit généralement de près les prix du pétrole (graphique 2). Et même si, historiquement, le dollar canadien s'est apprécié lorsque les prix de l'énergie ont progressé, il s'est déprécié par rapport au dollar américain depuis la fin de février, les investisseurs s'étant de nouveau tournés vers les actifs libellés en dollars américains. Le coût des importations est ainsi plus élevé. Tout cela laisse croire que les prix dans les épiceries canadiennes progresseront, et qu'ils pourraient même dépasser les perspectives déjà élevées pour l'inflation des aliments que nous avons publiées au début de mars.

Graphique 2
Les prix des engrais, déjà élevés, risquent d'augmenter encore

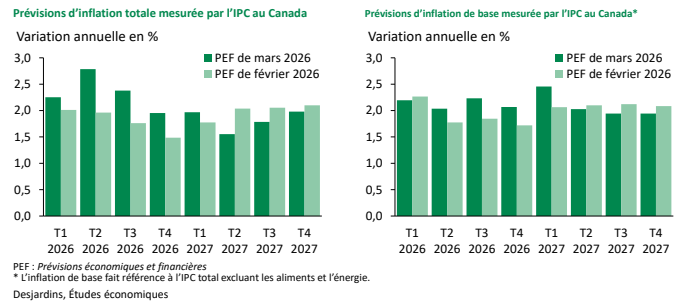


Bloomberg, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Bien sûr, la hausse des coûts du transport et de l'énergie se fera probablement sentir dans les prix d'un ensemble plus vaste de biens, pas seulement l'essence et les aliments. Au fil du temps, le coût plus élevé du carburant et les pressions sur les chaînes d'approvisionnement en raison de la perturbation des routes maritimes du Moyen-Orient pourraient exercer une pression à la hausse sur les prix d'autres biens, comme cela a été le cas après la pandémie. Si l'on ajoute à cela la sensibilité

des attentes inflationnistes des consommateurs à la suite d'un épisode d'importantes hausses de prix, il y a un risque que l'augmentation du coût des biens finisse par faire grimper les prix des services également. Pour le moment, nous ne prévoyons pas que l'inflation sous-jacente s'écartera beaucoup de nos prévisions d'avant le conflit en Iran, malgré la hausse importante prévue de l'inflation totale (graphique 3). Toutefois, la Banque du Canada (BdC) tient compte de ce risque de hausse générale des prix, ce qui représente un risque haussier pour nos perspectives de base, qui ne prévoient aucune hausse de taux avant 2027.

Graphique 3
Les prix de l'énergie ont fait grimper nos prévisions d'inflation en 2026

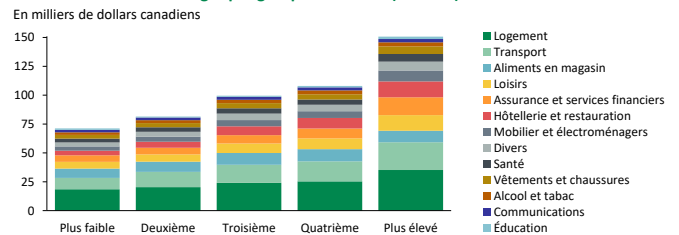


PEF : Prévisions économiques et financières
* L'inflation de base fait référence à l'IPC total excluant les aliments et l'énergie.
Desjardins, Études économiques

Qui est le plus vulnérable au choc des prix du pétrole?

Afin de déterminer quelles personnes sont les plus vulnérables à la hausse du prix du pétrole, il importe de déterminer *qui* dépense *combien* pour acheter *quoi*. Par exemple, lorsqu'on examine la distribution des revenus, des ménages les moins bien nantis jusqu'à ceux les plus aisés, un constat s'impose : plus un ménage gagne d'argent, plus il dépense sur à peu près tout (graphique 4).

Graphique 4
Les ménages à revenu élevé dépensent davantage sur presque tout
Consommation des ménages par groupe de revenu (en 2025)



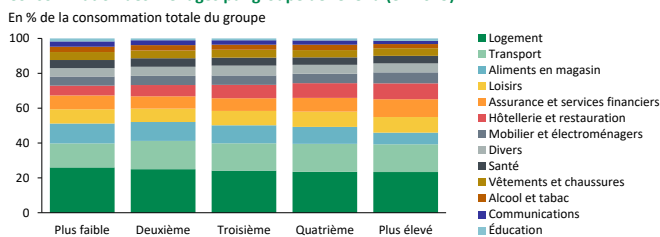
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Toutefois, la part des dépenses des ménages consacrées à différents biens et services varie en fonction des revenus. Par exemple, chez les ménages à faible revenu, une part plus importante des dépenses globales est allouée aux produits essentiels, comme le logement et l'alimentation, que chez les ménages à revenu plus élevé (graphique 5). Par ailleurs, à peine plus de 14 % de leurs dépenses vont au transport. En revanche, tous les ménages, sauf ceux aux revenus les plus faibles, consacrent entre 16 % et 17 % de leurs dépenses totales au transport. Cela laisse croire que les personnes qui gagnent davantage pourraient être touchées plus rapidement par le choc des prix du pétrole, étant donné leurs dépenses plus importantes en essence pour les transports. De plus, les personnes les mieux rémunérées dépensent proportionnellement davantage dans l'hébergement et la restauration ainsi que dans l'assurance et les services financiers. Ainsi, compte tenu de leur plus grande propension à voyager et à manger au restaurant, elles pourraient aussi ressentir plus rapidement l'effet de la hausse des coûts dans ces secteurs.

nombreux Canadiens et Canadiennes avaient déjà de la difficulté à payer leurs factures avant même le retour du président Trump au pouvoir. Toute nouvelle augmentation éventuelle du coût de l'alimentation ne fera qu'exacerber cette situation, étant donné que l'épicerie représentait déjà une plus grande part des dépenses des ménages à faible revenu. La hausse des coûts du transport et d'autres éléments viendra aggraver la pression sur leur budget.

Les ménages à faible revenu sont également plus susceptibles de faire appel au crédit ou de puiser dans leur épargne pour régler leurs dépenses que leurs pairs plus aisés. C'est d'ailleurs le cas d'environ la moitié des ménages canadiens, qui avaient des économies négatives avant même le retour de Trump à la Maison-Blanche. De plus, l'écart d'épargne entre les ménages canadiens ayant les revenus les plus faibles et ceux gagnant le plus s'est creusé en 2025, ce qui a contribué à élargir encore les inégalités de richesse au Canada (graphique 7).

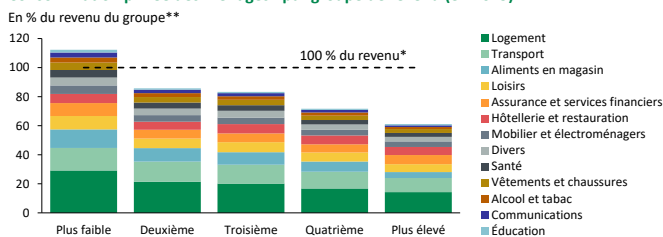
Graphique 5
Les ménages ayant les plus faibles revenus consacrent la plus grande part de ceux-ci aux biens essentiels
Consommation des ménages par groupe de revenu (en 2025)



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Cela dit, les ménages à faible revenu sont beaucoup plus susceptibles d'être mis sous pression par la hausse des prix en général (graphique 6). Bien qu'une moins grande part de leurs dépenses globales soit consacrée au transport et à la restauration que chez les ménages à revenu plus élevé, de

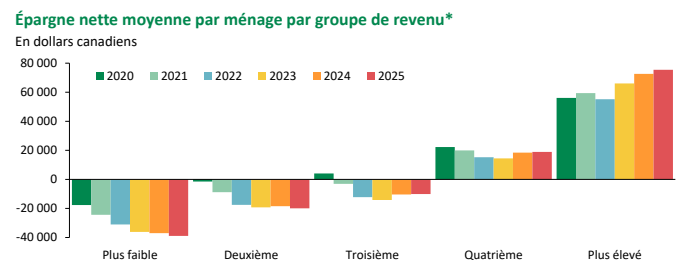
Graphique 6
Les ménages ayant les plus faibles revenus dépensent une plus grande part de celui-ci sur tout
Consommation privée des ménages* par groupe de revenu (en 2025)



* La consommation privée des ménages exclut les transferts sociaux en nature, comme ceux pour la santé et l'éducation.
** Le revenu, comme il est présenté ici, est à l'échelle des ménages et inclut les transferts sociaux en nature, comme ceux pour la santé et l'éducation.

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 7
L'écart d'épargne continue de se creuser au Canada



* Le revenu et la consommation, comme ils sont présentés ici, sont à l'échelle des ménages et incluent les transferts sociaux en nature, comme ceux pour la santé et l'éducation.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les bonnes politiques pour compenser le choc des prix du pétrole

Fait important à noter, notre analyse suggère que le choc pétrolier fera augmenter le revenu national en raison de la progression du PIB réel et de l'inflation. Même si cela ne s'applique pas partout au Canada, les effets positifs dans les provinces productrices d'énergie devraient compenser le ralentissement ailleurs. Ainsi, les coffres de l'État dans ces provinces et au niveau fédéral devraient en bénéficier, mais les résultats seront mitigés ailleurs.

Alors, quel rôle le gouvernement peut-il jouer pour aider les ménages canadiens subissant les effets de prix élevés et en hausse rapide? Lorsque la vie devient trop chère et que le gouvernement veut agir, il peut adopter deux approches : réduire les prix ou augmenter les revenus. Au cours des 12 derniers mois, le gouvernement fédéral a fait les deux. Et il y a des leviers que le gouvernement canadien et ses homologues provinciaux peuvent actionner dès maintenant pour compenser partiellement l'effet du choc des prix du pétrole.

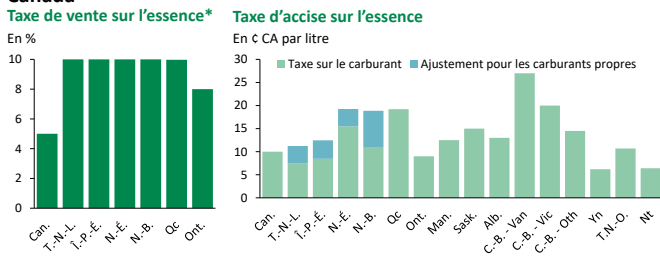
Mesures pour faire baisser les prix

Premièrement, pour faire baisser les prix, les gouvernements peuvent rapidement réduire les taxes, comme on l’a vu avec l’élimination de la taxe sur le carbone pour les consommateurs en avril 2025. Selon [nos estimations](#), cette mesure s’est traduite – presque du jour au lendemain – par une inflation globale inférieure d’environ 0,6 point de pourcentage à ce qu’elle aurait été autrement. Le gouvernement du Canada impose une taxe de 10 ¢ le litre sur l’essence, en plus de la taxe de vente de 5 % (graphique 8). Le fait de les éliminer pendant 12 mois pourrait entraîner une baisse des revenus allant jusqu’à 7 G\$ – autant d’économies directes pour les ménages et les entreprises du Canada. L’Ontario, le Québec et les provinces de l’Atlantique imposent également une taxe de vente sur l’essence, et toutes les provinces prélèvent un certain montant par litre. Comme on l’a vu avec l’annulation de la taxe sur le carbone à la consommation, baisser ou éliminer ces taxes aurait l’avantage immédiat de réduire l’inflation globale.

dit, cette mesure aurait l’avantage d’offrir un répit à la plupart des ménages.

D’autres approches de réduction des prix comprennent le contrôle des prix, qui plafonne essentiellement le prix auquel un bien ou un service peut être vendu. On a souvent fait appel à cette approche dans les années 1970 et 1980 pour réagir aux chocs des prix du pétrole, et elle est utilisée aujourd’hui dans certains pays. Toutefois, selon le gouvernement du Canada, les marges de profit avant impôts des stations-service se sont établies à environ 6,6 % en 2023, soit à peu près la moyenne nationale pour l’ensemble des magasins de détail (graphique 9). Pour les supermarchés, celles-ci se situaient plutôt autour de 3 %, ce qui laisse beaucoup moins de marge de manœuvre si les gouvernements imposent un contrôle des prix. En outre, même si une telle mesure pourrait offrir un certain apaisement à la plupart des ménages à court terme, les distorsions économiques qu’elle peut créer, plus particulièrement les pénuries, sont largement documentées. Par conséquent, bien qu’une concurrence accrue et d’autres mesures semblables soient souhaitables pour faire baisser à long terme les prix du carburant et des aliments au Canada, le contrôle des prix est généralement à éviter.

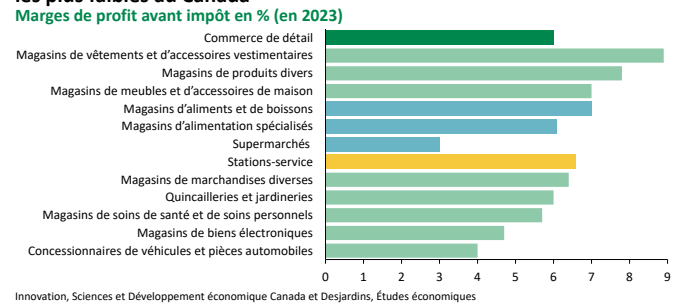
Graphique 8
Les taxes sur l’essence varient largement d’une province à l’autre au Canada



* Exclut la taxe carbone perçue sur les carburants au Québec.
Ressources naturelles Canada et Desjardins, Études économiques

Mais il y a des raisons de se montrer prudents avant d’abaisser les taxes sur l’essence. Étant donné que les revenus tirés de la taxe de vente augmentent généralement avec le prix à la pompe avant taxes, un allègement temporaire de ce côté pourrait constituer l’option la plus proche d’un effet budgétaire nul. En revanche, la réduction des frais prélevés par litre pourrait réduire les revenus par rapport à ce qui était prévu avant la guerre en Iran, puisque la demande d’énergie serait déjà probablement plus faible – ne serait-ce que légèrement – en raison de la hausse des prix avant taxes. Les déficits prévus pour l’exercice 2026-2027 ont augmenté dans toutes les provinces, sauf au Québec, depuis le début de la présente saison budgétaire. De nombreux gouvernements provinciaux n’ont donc pas beaucoup de marge de manœuvre financière. Par conséquent, tout allègement devrait être temporaire afin de prévenir une nouvelle détérioration du solde budgétaire à l’avenir. De même, en raison de sa nature non ciblée, un tel allègement profiterait de façon disproportionnée aux ménages qui consomment plus de carburant, soit ceux qui sont déjà les mieux placés pour absorber le choc des prix. Cela

Graphique 9
Les supermarchés affichent les marges bénéficiaires avant impôts parmi les plus faibles au Canada



Innovation, Sciences et Développement économique Canada et Desjardins, Études économiques

Mesures pour augmenter les revenus

Une solution de rechange à la réduction des prix pour améliorer l’abordabilité est la hausse des revenus. Les gouvernements le font déjà sous forme de transferts, surtout pour les Canadiens et les Canadiennes à revenu faible ou moyen. Les ménages à revenu plus élevé sont davantage en mesure d’acheter une plus grande part des biens et services dont les prix ont augmenté, mais aussi d’accroître leur pouvoir d’achat pour des biens de remplacement.

Récemment, le gouvernement fédéral a annoncé qu’il élargissait le crédit pour la TPS/TVH et offrait un paiement unique aux personnes admissibles : l’Allocation canadienne pour l’épicerie et les besoins essentiels. Selon le [Bureau du directeur parlementaire du budget](#) (DPB), les Canadiens et les Canadiennes devraient recevoir un transfert d’environ 3,1 G\$ sous la forme d’un

paiement ponctuel durant le premier semestre de 2026. Par la suite, des paiements additionnels de 7,4 G\$ seront transférés au cours des cinq prochaines années. Selon la tendance des transferts passés, une grande partie de cette hausse sera destinée aux ménages à revenu faible ou moyen, soit ceux qui sont le moins bien placés pour faire face à des prix élevés et en hausse (graphique 10). S'il ne visait pas à l'origine à compenser la flambée des prix de l'énergie, selon nos estimations, ce transfert supplémentaire devrait plus que compenser l'incidence du choc des prix du pétrole sur la consommation, s'il est conforme à [nos dernières prévisions](#). Et compte tenu des [multiplicateurs fiscaux du DPB](#), il semble que ce type de transfert ciblé aura aussi un effet positif plus grand sur la croissance que les réductions de la taxe sur l'essence.

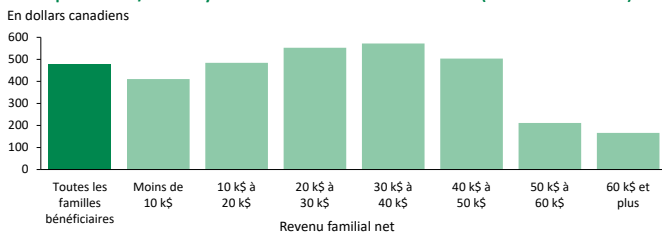
Conclusion

Les ménages canadiens sont mis sous pression par la hausse des prix, surtout ceux à faible revenu. Bon nombre de familles puisaient déjà dans leur épargne pour payer leurs achats avant même la récente flambée des prix du pétrole. Si celle-ci est susceptible d'être ressentie plus immédiatement par les ménages à revenus plus élevés, ces derniers sont également les mieux placés pour absorber le choc. Ainsi, les options politiques destinées à contrebalancer l'effet de la hausse des prix de l'énergie sur le coût de la vie devront viser l'équilibre entre l'ampleur du soutien offert et l'aide ciblée pour les personnes qui en ont le plus besoin, tout en gardant à l'esprit la viabilité des finances publiques.

Graphique 10

Les ménages à revenu faible ou moyen ont tendance à recevoir le transfert de TPS/TVH

Crédit pour la TPS/TVH moyen versé selon le revenu familial net (exercice 2024-2025)



Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

Mais le crédit pour la TPS/TVH n'est pas le seul transfert de revenu fédéral au Canada, et il est complété par une pléthore de programmes provinciaux de soutien du revenu. Du côté des transferts fédéraux, on compte notamment l'allocation canadienne pour enfants et les prestations aux aînés, dont la pension de Sécurité de la vieillesse, qui, à elle seule, a été bonifiée de 10 % en 2025, en plus d'être ajustée annuellement pour tenir compte de l'inflation. De même, les gouvernements provinciaux offrent divers types et degrés de suppléments au revenu des aînés, de prestations pour enfants et des prestations d'aide sociale, autant d'éléments qui pourraient être temporairement élargis pour augmenter le revenu des bénéficiaires.

En général, ce type de programmes offre l'avantage de cibler les ménages canadiens les plus vulnérables sur le plan économique. Toutefois, ils n'ont pas l'attrait général des réductions de la taxe sur l'essence, en plus de venir avec leur propre coût budgétaire. Ils risquent également d'être inflationnistes, ne serait-ce que modestement, car ils limitent l'ajustement de la demande. Ils sont néanmoins à privilégier par rapport au contrôle des prix, car ils créent moins de distorsions économiques.